

Commune de Pontoux

Au regard de votre plan de zonage des terrains constructibles, je m'étonne que vous n'ayez pas pris en compte le principe de réciprocité entre les bâtiments agricoles et les habitations.

*Dans sa décision n° 380556 du 24 février 2016, le Conseil d'État confirme le principe de réciprocité, qui veut que les règles de distances imposées aux constructions agricoles par rapport aux habitations occupées par des tiers, s'appliquent également pour l'implantation d'habitations projetées à proximité d'exploitations agricoles existantes.*

En effet, sur la parcelle B882, une étable de plus de 70 têtes impose une distance de 100 m pour toute nouvelle construction qui ne serait pas une extension.

En conséquence la parcelle B93 ne devrait pas être constructible.

De même, je m'étonne que le projet secteur « Janine Quirot » ne tienne lui non plus pas compte de cette distance.



Par ailleurs, un manque cruel de contextualisation financière n'apparaît pas dans l'étude.

Quels seront les coûts restant à la charge des contribuables pour l'enfouissement de la ligne moyenne tension, la mise au norme et l'extension induite de la lagune et les charges résultantes de l'augmentation très conséquente du nombre d'habitant sachant que ni les impôts ni les dotations produits par cet accroissement ne seront suffisants pour couvrir les charges.

On peut donc s'étonner de la nécessité de prévoir une zone AOP sur la commune de Pontoux compte tenu des possibilités largement suffisantes des zones constructibles dans un habitat groupé.